



Le 8 avril, en grève et en manifestation

Pour nos salaires, nos conditions de travail, des embauches, la prise en charge de la population à hauteur des besoins



Après des mois de mobilisation dans notre secteur, à grand coup de pub et en pleine crise sanitaire, le gouvernement a dû lâcher une revalorisation Ségur de 183€ nets pour certains établissements et salariés du secteur public hospitalier et du secteur privé à but non-lucratif et 160€ nets dans le secteur privé lucratif (payés par l'Etat). **Le compte n'y est pas !**

LES OUBLIÉS DU SÉGUR

Plus d'un million de salariés sont exclus de ces augmentations : des salariés du secteur public (ex : à l'IDEF) du secteur sanitaire et médico-social privé à but non-lucratif, du secteur « libéral » (prothésistes dentaires, cabinets dentaires, cabinets médicaux), du secteur social, les aides à domicile, les éducateurs, psychologues, etc., sans compter les salariés de la sous-traitance travaillant pourtant dans la santé.

Pourquoi 183€ nets pour les uns, 160€ nets pour d'autres et rien pour les autres ? C'est au minimum 183€ nets pour tous les salariés du secteur sanitaire et social de la Fonction Publique et du Privé qu'il faut exiger tout de suite !

LES RAISONS DE LA COLÈRE

La crise sanitaire a révélé le scandale des salaires au rabais dans la santé et le secteur social, des postes occupés à 85 % par des femmes.

Après un an de crise Covid, rien n'a été fait pour améliorer les conditions de travail : au contraire, les lits continuent de fermer à l'hôpital, le sous-effectif permanent est aggravé par des démissions de salariés écœurés de ne pouvoir prodiguer des soins de qualité.

Et cerise sur le gâteau : le gouvernement, incapable de vacciner massivement la population, essaie de culpabiliser ceux qui ont peur des effets encore inconnus des vaccins !

Pour l'ouverture de lits dans la santé et de places dans le social et le médico-social

Arrêt des restructurations et des fermetures de lits et de places

Pour des budgets à hauteur des besoins et arrêt du financement à la T2A et de SERAPHIN PH et arrêt de toute marchandisation du secteur

Pour l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge de la population et retrouver du sens à nos missions

Pour la création de 400 000 embauches sur des statuts pérennes (100 000 pour la santé, 100 000 pour le social et le médico-social, 200 000 dans les EHPADs)

Pour un plan ambitieux de formations qualifiantes

Les 183€ net mensuel pour tous

Revalorisation salariale d'au moins 300€ net/mois

Refus des remises en cause des acquis extra conventionnels et des conventions collectives (par accords de performance, ...)

Un grand service public de santé et d'action sociale

Au moins 300 € POUR TOUTES ET TOUS ET CRÉATION DE POSTES !

Alors que des centaines de milliards sont attribués aux entreprises privées, que les groupes de santé privés marchands continuent de faire des profits, il est légitime d'exiger un système de santé et d'action sociale à la hauteur des besoins de toute la population et des salaires décents pour vivre.

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE ! ON NE LÂCHE RIEN!

Jeudi 8 avril 2021, rassemblement à 11h devant la préfecture, quai Augagneur

En convergence des luttes avec les salariés d'EDF, du spectacle, de la culture, et bien d'autres ...